



Rapport d'événement

Le 28 février 2018, des étudiants de disciplines et d'horizons culturels divers se sont réunis dans trois cohortes d'un océan à l'autre pour le troisième dialogue annuel national en direct organisé sous les auspices du CRRF. Les cohortes d'étudiants se sont réunies au King's College à Halifax, à Hart House à l'Université de Toronto et au Morris J. Wosk Centre for Dialogue de SFU à Vancouver. Ils ont engagé un dialogue pendant deux heures. Le sujet était «Liberté d'expression sur le campus: expression ou oppression?»

La plupart des étudiants étaient des étudiants de premier cycle et la plupart n'avaient pas eu le temps de se plonger dans le sujet avant ce programme parascolaire ou parascolaire. La plupart n'étaient pas des étudiants en droit. Ils comprenaient des étudiants nationaux et internationaux. Voici quelques points clés exprimés par les élèves avant, pendant et après le dialogue.

- Plusieurs étudiants ont souligné l'importance de renforcer les capacités de dialogue et de réflexion critique sur des questions controversées et complexes.
- Les étudiants ont noté que bien qu'il y ait une place pour des conférences et des débats sur les campus, et que les universités doivent être des sites où la liberté de pensée et d'expression dans les limites de la loi est fortement protégée, il y a un grand besoin de conversation réfléchie et critique - pour le dialogue - sur des questions complexes, en particulier sur des questions controversées.
- Les élèves ont noté les défis de l'opérationnalisation du dialogue dans les institutions et communautés hiérarchiques et entre les individus. Les structures administratives et l'asymétrie du pouvoir en classe posent des barrières hiérarchiques évidentes à un dialogue approfondi. Les étudiants ont également noté que les conversations entre pairs ne pouvaient pas échapper aux préjugés inconscients, implicites ou supposés et à l'asymétrie de pouvoir, car les connaissances, les perspectives et les expériences des individus en matière d'oppression et de traumatisme diffèrent.
- Les étudiants ont parlé de l'importance d'avoir des opportunités pour les étudiants nationaux et internationaux de différents horizons de partager des histoires, y compris des expériences d'expression et de discrimination. Partager des histoires difficiles, engager un dialogue réfléchi, réfléchir de manière critique, examiner les biais et les hypothèses, remettre en question ce que l'on entend par les mots que les autres utilisent, augmentent la probabilité de pouvoir établir des relations entre des idées inconnues et entre des personnes qui ont des perspectives différentes. Ces pratiques permettent d'aller au-delà d'un échange superficiel d'idées et d'aller au-delà d'un



niveau conceptuel ou abstrait sur des concepts comme «oppression», «pouvoir», «hégémonie», «oppression», «émancipation», «haine» et ainsi de suite, et pour enraciner ces termes dans les expériences vécues des individus et des groupes. Ceci est vital, car ces termes sont destinés à expliquer ou à décrire les aspects de l'expérience douloureuse et vécue des personnes sur les campus et dans les communautés, dont certaines continuent de vivre avec les effets des traumatismes. En raison d'une mauvaise communication, les personnes traumatisées peuvent percevoir que d'autres augmentent intentionnellement ou par inadvertance le risque de danger physique associé aux membres de groupes marginalisés, en raison de leur race, religion, sexe ou identité ou expression sexuelle, nation d'origine, etc.

- Les perceptions des «lignes de faille» seront différentes; le problème est que les perceptions peuvent également différer en ce qui concerne les conséquences du franchissement de ces lignes de fracture pour les groupes marginalisés, en particulier ceux qui ont subi, ou qui continuent à éprouver un comportement oppressif et même dangereux de la part d'autrui, ou résultant du discours d'autrui .
- Les changements de conscience et les changements de culture sont très difficiles, il est donc important de partager des histoires de vécu de discrimination, de haine et de violence. Mais cela est très difficile à faire dans des contextes publics et hiérarchiques, ce qui pourrait exacerber les peurs et autres sensibilités enracinées dans le traumatisme.
- Parce qu'il n'existe pas de normes universelles concernant ce qui est juste ou acceptable, l'exercice par un individu de la liberté d'expression peut signifier la perte (au moins du sens) de l'absence de discrimination d'une autre personne.
- Les étudiants ont souligné l'importance d'accroître les connaissances sur les campus et dans les communautés sur le cadre juridique des crimes de haine, de la liberté d'expression et de la protection contre le harcèlement et la discrimination.
- Les étudiants ont souligné l'importance pour les universités de disposer de politiques et de procédures claires, complètes et judicieusement diffusées concernant la protection de l'expression et la protection contre le harcèlement et la discrimination.
- Une étudiante a déclaré qu'elle «appuierait la limitation de l'expression sur le campus et dans d'autres espaces dans des situations où l'expression d'une personne empêche une autre de s'authentifier». Naturellement, cette idée nécessite beaucoup plus de développement.
- Un élève a observé: «Lorsqu'une personne parle de questions de genre, la première chose à laquelle les auditeurs pensent, ce sont les femmes. Lorsque nous parlons de race et de discrimination raciale, la première chose à laquelle les gens pensent, ce sont les personnes racialisées. »Elle a ajouté qu'« il doit y avoir une inclusion dans les



**Canadian
Race Relations
Foundation**

**Fondation
canadienne des
relations raciales**

discussions sur la race.